



# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

## **Appel d'offres ouvert**

### **Entretien et dépannage d'ouvrages et réseaux d'assainissement des écoles et centres de formation de la gendarmerie nationale**

Établi en application du code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019 (ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique).

**Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 15 pages numérotées de 1 à 15**

**Commandement des écoles de la Gendarmerie Nationale**

Groupement de soutien opérationnel des écoles

Bureau budget et administration

2 rue Toufaire

BP 90050

17302 ROCHEFORT CEDEX

Tél : 05.46.88.33.07

[smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Nomenclature.....	4
1.3 - Forme et étendue de la consultation.....	4
1.4 - Organisme responsable du marché.....	4
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ ET RECONDUCTIONS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>6</b>
5.1 - Délais d'exécution.....	6
5.2 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
5.3 - Difficultés – problèmes / Défaillance.....	6
<b>ARTICLE 6 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION.....</b>	<b>7</b>
6.1 - Vérification.....	7
6.2 - Décision après vérification.....	7
6.2.1 - Admission.....	7
6.2.2 - Réfaction.....	7
6.2.3 - Ajournement.....	7
6.2.4 - Rejet.....	7
<b>ARTICLE 7 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 - PRÉVENTION - PROTECTION - ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>7</b>
8.1 - Réglementation.....	7
8.2 - Procédure.....	8
8.3 - Protection incendie.....	8
8.4 - Protection de l'environnement.....	8
<b>ARTICLE 9 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>8</b>
9.1 - Unité monétaire.....	8
9.2 - Forme des prix.....	8
9.3 - Contenu des prix.....	9
9.4 - Contrôle des prix.....	9
9.5 - Révision de prix.....	9
9.6 - Clause de sauvegarde.....	9
9.7 - Clause de non-exclusivité.....	10
<b>ARTICLE 10 - AVANCE – ACOMPTÉ.....</b>	<b>10</b>
10.1 - Avance.....	10
10.2 - Acompte.....	10
<b>ARTICLE 11 - PÉNALITÉS - PROLONGATION DES DÉLAIS.....</b>	<b>10</b>
11.1 - Calcul des pénalités.....	10
11.2 - Exclusion des pénalités.....	10
11.3 - Prolongation des délais.....	11
<b>ARTICLE 12 - MODE DE RÈGLEMENT – PAIEMENT.....</b>	<b>11</b>
12.1 - Facturation.....	11
12.2 - Constatation du « service fait ».....	11
12.3 - Paiement.....	11
12.4 - Récusation.....	11
12.5 - Comptable assignataire.....	12
12.6 - Intérêts moratoires.....	12
<b>ARTICLE 13 - CESSION - NANTISSEMENT.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 16 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 17 - EXÉCUTION DU SERVICE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 18 - CORRESPONDANT DU TITULAIRE.....</b>	<b>13</b>

<b>ARTICLE 19 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....</b>	<b>13</b>
19.1 - Changement de situation du titulaire.....	13
19.2 - Modification de marché et marché similaire.....	13
19.3 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	13
19.4 - Travail illégal.....	13
19.5 - Assurance.....	14
<b>ARTICLE 20 - ACCÈS AU SITE.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 22 - DÉROGATIONS AU CCAG / FCS.....</b>	<b>15</b>

## ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ

### 1.1 - Objet du marché

La présente consultation a pour objet l'entretien et le dépannage des installations des eaux pluviales, des eaux usées et des eaux vannes au profit des écoles de gendarmerie de Fontainebleau (77), Châteaulin (29) et du centre national d'entraînement des forces de gendarmerie à Saint-Astier (24).

Les spécifications techniques sont précisées dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

### 1.2 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est pour l'objet principal :

- 90420000 : service de traitement des eaux usées

Codes CPV secondaires :

- 90430000 : service d'élimination des eaux usées
- 90460000 : service de vidage de puisards ou de fosses septiques
- 90513600 : service élimination des boues

### 1.3 - Forme et étendue de la consultation

Il s'agit d'un marché sous forme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2131-16 à R. 2131-18, R. 2132-1 à R. 2132-14, R. 2151-1 à R. 2151-16, R. 2152-1 à R. 2152-8, R.2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique en vigueur.

Les prestations des différents lots font l'objet, pour chacun d'eux, d'un accord-cadre mixte, séparé, mono-attributaire.

Pour les **prestations courantes**, à partie forfaitaire, le montant annuel hors taxes (HT) du marché est estimé à :

- lot 1 - École de gendarmerie de Fontainebleau : 15 000 € (quinze mille euros) ;
- lot 2 - CNEFG à Saint-Astier : 17 000 € (dix-sept mille euros) ;
- lot 3 - École de gendarmerie de Châteaulin : 27 000 € (vingt-sept mille euros).

Cette estimation est mentionnée à titre indicatif et ne peut en aucun cas engager l'administration.

Pour les **prestations ponctuelles**, à bon de commande, le montant maximum, annuel, hors taxes (HT), est évalué à :

- lot 1 : EG Fontainebleau : 2 500 € (deux mille cinq-cents euros) ;
- lot 2 : CNEFG Saint-Astier : 6 000 € (six mille euros) ;
- lot 3 : EG Châteaulin : 5 000 € (cinq mille euros).

### 1.4 - Organisme responsable du marché

Le Commandement des Écoles de la Gendarmerie Nationale (CEGN) – Groupement de Soutien Opérationnel des Écoles - Bureau Budget Administration - Section Marchés Conventions à ROCHEFORT (17), agit en qualité de Représentant du Pouvoir Adjudicateur (R.P.A.) par délégation, pour toutes les formalités suivantes :

- lancement de la consultation ;
- analyse des candidatures ;
- dépouillement des offres ;
- notification des résultats ;
- suivi des reconductions ;

- suivi des révisions de prix ;
- établissement des actes modificatifs ;
- décompte des pénalités ;
- résiliation du marché.

L'organigramme, des personnes agissant au nom du RPA, figure en annexe 1 du règlement de la consultation.

## ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (BPU : Bordereau de Prix Unitaire) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire constituée du cadre de réponse du mémoire technique, **propre à chaque lot** ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- et toute réglementation actuellement en vigueur.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de son rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

Les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font seuls foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des **obligations des parties**. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'intégrer au présent marché.

## ARTICLE 3 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Les parties désigneront, à cette fin, en tant que de besoins un ou plusieurs responsables et indiqueront leurs adresses de messageries, individuelles ou, si nécessaire pour la continuité du service et du fonctionnement, collectives.

En vertu de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressée, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

En cas de défaut d'accusé de réception par le titulaire dans le délai précité, la date d'envoi du document tiendra lieu de preuve de réception.

## ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ ET RECONDUCTIONS

L'accord-cadre est conclu pour une durée maximale ne pouvant excéder quatre (4) ans. Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG/FCS, le présent accord-cadre prendra effet à compter du 01/01/2026 et a une première période de validité allant jusqu'au 31/12/2026.

Par la suite, il pourra être reconduit par décision expresse du RPA, trois (3) fois un (1) an, notifiée au titulaire trois (3) mois francs avant sa date de reconduction lorsque l'une des conditions énumérées ci-après est remplie :

- terme calendaire du délai de validité de la période de l'accord-cadre ;
- impossibilité, par la personne publique, de passation d'une commande sans risque de dépassement du plafond financier de la période à laquelle se rapporte l'émission du bon de commande (auquel cas, la personne publique informera, par décision expresse, de la date effective de reconduction du marché).

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique en vigueur, le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction.

Dans le cas où le RPA se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, une décision expresse de non reconduction est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au titulaire trois (3) mois avant la date d'échéance du marché.

Dans le cas où le R.P.A se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, une décision expresse de non reconduction est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au titulaire trois (3) mois avant la date d'échéance du marché.

## ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

### 5.1 - Délais d'exécution

Les fréquences d'intervention sont différentes selon le lot concerné. Celles-ci sont stipulées dans les CCTP relatifs à chaque lot.

Un planning d'intervention sera fourni dans le cadre du dossier technique. Toutefois, le jour de passage sera arrêté en entente entre les parties dix (10) jours avant le passage du prestataire.

### 5.2 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont celles détaillées dans les CCTP respectifs et figurant sur les annexes de l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations est mixte :

- d'une part, les interventions courantes sont rémunérées sur la base des prix unitaires indiqués dans l'annexe bordereau des prix ;
- d'autre part, les prestations ponctuelles sont reprises dans un bon de commande établi à partir du bordereau de prix prestations ponctuelles figurant en annexe financière à l'acte d'engagement.

### 5.3 - Difficultés – problèmes / Défaillance

Les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution du présent marché sont communiquées dès leur survenance par écrit (lettre, courriel, ...) au correspondant technique du titulaire identifié au paragraphe 3.4 du règlement de consultation.

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent marché, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au marché, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance.

## ARTICLE 6 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION

### 6.1 - Vérification

Conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS, l'administration dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception des envois pour prononcer sa décision quant à l'admission des prestations.

### 6.2 - Décision après vérification

#### 6.2.1 - Admission

Le représentant du pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la livraison.

#### 6.2.2 - Réfaction

Par dérogation aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG-FCS, aucune admission avec réfaction ne peut-être prononcée.

#### 6.2.3 - Ajournement

Application stricte de l'article 30-2 du CCAG-FCS.

#### 6.2.4 - Rejet

Application stricte de l'article 30-4 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 7 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE

Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS sont applicables.

## ARTICLE 8 - PRÉVENTION - PROTECTION - ENVIRONNEMENT

Le titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosions, etc.) découlant des prestations qui lui sont confiées.

### 8.1 - Réglementation

La mise en œuvre de la politique générale de prévention Santé et Sécurité au Travail (SST) sur les trois (3) sites est régie par l'application de principes de base issus du code du travail et des textes réglementaires suivants :

- décret n° 92-158 du 20 février 1992 (version consolidée en vigueur) complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- arrêté du 19 mars 1993 (version consolidée en vigueur) pris en application du code du travail, fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention ;
- arrêté du 26 avril 1996 (version consolidée en vigueur) pris en application du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et déchargement effectués par une entreprise extérieure.

## 8.2 - Procédure

Dès la notification du marché, le titulaire contacte le bénéficiaire afin de fixer les dates pour les visites d'inspection de prévention des installations préalables obligatoires.

Le titulaire et le représentant de la personne publique procèdent à une analyse préalable des risques, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 (version consolidée en vigueur) concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux ou prestations de service effectuées par une entreprise extérieure, dont le titulaire déclare avoir pris connaissance.

A l'issue de ces visites communes, et après une analyse exhaustive des risques, il est établi une attestation d'inspection de prévention préalable signée par les parties concernées. Cette attestation a pour but de définir les documents de prévention que l'entreprise doit remettre à la gendarmerie et les délais pour les réaliser.

Dès réception de l'ensemble des documents et avant le début de l'exécution des prestations, un plan de prévention sera établi par la gendarmerie, celui-ci devra être strictement respecté.

La non-réalisation de ces documents constituera un interdit au lancement des prestations prévues au présent marché.

Le titulaire est tenu de signaler dans les plus courts délais, au bénéficiaire la présence de tout danger imminent qu'il pourrait constater lors de son intervention, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention et la non-exécution des prestations nécessaires à sa prévention.

Ces constats font l'objet d'un compte-rendu de danger imminent, établi dans le respect de la réglementation.

Ce compte-rendu doit être transmis dans un délai d'un (1) jour ouvrable à compter de la date de constat du danger au bénéficiaire.

## 8.3 - Protection incendie

Les informations concernant la lutte contre l'incendie et l'évacuation des personnels ainsi que les personnes chargées de mettre en pratique ces mesures sont développées dans le plan de prévention.

## 8.4 - Protection de l'environnement

Les prestations doivent être accomplies de façon à réduire la pollution à un niveau moindre de dangerosité et ne pas provoquer de nouvelles pollutions par l'emploi de méthodes et / ou produits nocifs. A cet effet, il doit être tenu compte des risques particuliers que représentent les lieux tels que les locaux sanitaires, les locaux et équipements concernant les déchets.

Le titulaire informe l'administration de tout changement ou évolution des normes et réglementations. Il est tenu d'assurer la formation de ses agents ouvriers :

- aux techniques de base et à la sécurité en milieu spécifique ;
- à l'utilisation des produits et méthodes respectueux de l'environnement (juste dosage des produits, utilisation de produits pré-dosés, limitation des consommations d'eau et d'énergie, origine et nuisance des poussières et salissures...).

## ARTICLE 9 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

### 9.1 - Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte du marché.

### 9.2 - Forme des prix

Les prix seront :

- forfaitaires pour les prestations courantes ;
- unitaires pour les prestations ponctuelles qui feront l'objet d'un bon de commande séparé ;



- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (taux de T.V.A. applicable en France indiqué à part) ;
- par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres porté en page de garde du règlement de la consultation. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0) ;
- incluant toutes les charges fiscales, parafiscales et autres taxes comprises liées à la prestation.

### 9.3 - Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au milieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires. .

### 9.4 - Contrôle des prix

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments.

### 9.5 - Révision de prix

Les prix figurant sur l'acte d'engagement et son annexe financière sont révisables dans la limite d'une (1) fois par an, sur demande expresse du titulaire. Il doit adresser ses nouveaux tarifs avec un préavis d'un (1) mois avec pour référence la date anniversaire de la notification du marché uniquement.

La formule de révision de prix est la suivante :

$$P = P_o * \frac{ICH_{Trev-TS}}{ICH_{Trev-Tso}}$$

Tous les indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE [www.indices-insee.fr](http://www.indices-insee.fr)

**P** = prix hors taxes révisé ;

**P<sub>o</sub>** = prix hors taxes initial ;

**ICH<sub>Trev-TS</sub>** = indice mensuel du taux horaire du travail révisé – Salaire et charges - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév 2 section E) - Base 100 en décembre 2008 - identifiant : 001565187. Les bases « o » ont pour valeur celles correspondant au mois de dépôt des offres (soit juillet 2025).

La valeur initiale de l'indice (In-1) est égale, pour la première révision, à celle du dernier indice connu au mois de dépôt des offres de l'accord-cadre puis, pour les révisions suivantes, à la valeur finale de la révision précédente.

Toute révision doit être cohérente avec l'évolution des prix constatée auprès de l'ensemble de la clientèle du titulaire. La révision se fait à la baisse comme à la hausse et ne peut avoir d'effet rétroactif.

En cas de non-transmission par le titulaire des nouveaux tarifs dans les conditions indiquées supra, les prix sont réputés inchangés.

### 9.6 - Clause de sauvegarde

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique lors de l'évolution des prix du bordereau. Le RPA se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation d'un même produit du bordereau, pris individuellement, est supérieure à la valeur de deux pourcents (2,00 %).

## 9.7 - Clause de non-exclusivité

Pour des besoins occasionnels, le RPA peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de ceux-ci ne dépasse pas deux pourcents (2,00 %) du montant exécuté de l'accord-cadre au moment de l'émission de la commande, ni la somme de deux mille (2000) euros HT. Ces valeurs s'entendent pour chacune des périodes de chaque lot.

En cas de rupture partielle ou totale des prestations ou d'arrêt de l'exécution de celles-ci consécutif à des motifs de force majeure ou d'imprévision, la personne publique pourra faire appel à un tiers de son choix sans formalisme particulier et sans condition de plafond.

## ARTICLE 10 - AVANCE – ACOMPTÉ

### 10.1 - Avance

L'acheteur peut prévoir le versement d'une avance dans les cas où elle n'est pas obligatoire, conformément à l'article R.2191-4 du code de la commande publique en vigueur.

### 10.2 - Acompte

Il n'est pas prévu le versement d'acompte

## ARTICLE 11 - PÉNALITÉS - PROLONGATION DES DÉLAIS

### 11.1 - Calcul des pénalités

Compte tenu de l'objet du marché, et par application des dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, outre le non paiement des prestations non exécutées, les pénalités pour défaillance dans l'exécution ou retard de livraison sont calculées comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P : montant des pénalités

V : valeur pénalisée (prix de règlement des prestations en retard)

R : nombre de jours de retard

Conformément à l'article 14.1.2, du CCAG FCS, le montant total des pénalités ne peut excéder dix (10) % du montant total HT de l'accord-cadre ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités s'appliquent dès la constatation de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1 000) euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

### 11.2 - Exclusion des pénalités

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non-respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de ce marché ;
- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel, grèves...).

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le représentant du site, toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'assurer la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant pas applicables.

### 11.3 - Prolongation des délais

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, et pour pouvoir bénéficier éventuellement d'une prolongation du délai d'exécution, il doit se conformer aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS. Il lui appartient de signaler au RPA, avant l'expiration des délais contractuels, les causes qui n'étant pas de son fait, font obstacle à l'exécution du marché.

## ARTICLE 12 - MODE DE RÈGLEMENT – PAIEMENT

Pour la partie forfaitaire (montant annuel du BPU divisé par 12) relative aux prestations courantes, les factures seront établies mensuellement et déposées sous chorus-pro. Pour les prestations ponctuelles, un bon de commande sur marché sera rédigé à chaque intervention et la facture sera déposée à l'issue sous chorus-pro. Pour les interventions nécessitant le remplacement de pièces détachées, un devis sera fourni par le titulaire

### 12.1 - Facturation

Toute demande de paiement doit être adressée (transmission des factures) sous forme dématérialisée à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Nonobstant leur contenu habituel, les factures doivent obligatoirement porter les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché ;
- le numéro de l'engagement juridique Chorus ;
- le service exécutant ;
- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le type et la période des prestations exécutées ;
- le montant hors taxes des prestations ;
- le taux de la TVA et le montant total toutes taxes comprises.

### 12.2 - Constatation du « service fait »

La constatation du service fait établi par l'unité concernée vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

### 12.3 - Paiement

Toute prestation assortie d'une réception définitive donne lieu à paiement.

Le délai maximum de paiement est de **rente (30) jours** à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsqu'une prestation est totalement achevée.

### 12.4 - Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le R.P.A. fait payer dans le délai de **rente (30) jours**, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

## 12.5 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le Chef du Département Comptable Ministériel  
Service du Contrôle Budgétaire et Comptable du Ministère de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75008 PARIS

## 12.6 - Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement prévu à l'article 12.3 supra, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)).

## ARTICLE 13 - CESSION - NANTISSEMENT

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R.2191-45 à R.2191-61 du code de la commande publique en vigueur, relatifs à l'affectation des marchés en nantissement.

Le montant HT du marché sert de base à la détermination de la formule d'origine à porter sur l'exemplaire unique ou sur un certificat de cessibilité se rapportant à chaque marché.

Cet exemplaire est destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

## ARTICLE 14 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT

Le marché ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un cautionnement.

## ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCE

Les entreprises soumissionnaires pourront recourir à la sous-traitance conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique en vigueur (formulaire DC 4 à fournir).

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, l'obligation de production des documents demandés s'étendra à l'entreprise sous-traitante. En conséquence, l'entreprise soumissionnaire devra produire tous les documents mentionnés à l'article 5.4 du règlement de la consultation pour chaque sous-traitant.

Le paiement direct des sous-traitants, lorsque le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cents (600) euros toutes taxes comprises, sera effectué par application des articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 16 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions des articles 38 à 43 du CCAG-FCS sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du marché à ses torts, peut être prononcée par le R.P.A. sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 10 du présent cahier.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation. Celle-ci doit être présentée dans un délai de deux (2) mois sous peine de forclusion.

**ARTICLE 17 - EXÉCUTION DU SERVICE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le RPA – section marchés – conventions – par mail ([smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr)) et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 45 du CCAG-FCS qui prévoit l'exécution du marché par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 18 - CORRESPONDANT DU TITULAIRE**

Le R.P.A. est seul habilité à effectuer toutes les opérations administratives relatives à l'exécution du présent marché. L'école de gendarmerie de Fontainebleau, le centre national d'entraînement des forces de gendarmerie de Saint Astier et l'école de gendarmerie de Châteaulin sont chacune, pour leur lot respectif, les interlocuteurs privilégiés du titulaire du marché pour tous les aspects techniques de la vie du marché.

**ARTICLE 19 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES****19.1 - Changement de situation du titulaire**

La modification de la forme juridique d'une Société (S.A.R.L. se transformant en S.A. par exemple) ne nécessite pas la passation d'un avenant s'il n'y a pas création d'une nouvelle personne morale.

En revanche, tous les cas de fusion, scission, absorption qui entraînent transfert de responsabilité juridique de l'exécution du marché nécessitent la passation d'un acte modificatif.

**19.2 - Modification de marché et marché similaire**

Par application des dispositions des articles R.2194-7 à R.2194-9 du code de la commande publique, des modifications aux marchés pourront être apportées, elles prendront la forme d'un acte modificatif du marché public.

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un marché négocié pour la réalisation de prestations similaires.

**19.3 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Application stricte de l'article 6 du CCAG-FCS, notamment au regard des articles L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 du Code du Travail et règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers.

**19.4 - Travail illégal**

Le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'a pas fait objet, au cours des cinq (5) dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3 à L.8221-5, L.8221-8 à L.8251-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du Code du Travail.

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail, s'il emploie des salariés, le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, une attestation sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un(1) mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

## 19.5 - Assurance

Tous risques afférents aux opérations de transport jusqu'au lieu de destination relèvent de la responsabilité exclusive du titulaire du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de couvrir les responsabilités qu'il encoure du fait de l'exploitation des services et de garantir sa responsabilité à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans les quinze (15) jours suivants la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A chaque fois que nécessaire, le titulaire du marché doit procéder à une réactualisation des garanties.

## ARTICLE 20 - ACCÈS AU SITE

L'accès aux sites de la gendarmerie est réglementé. En conséquence, le titulaire s'engage à informer son personnel des règles d'accès :

- respect du code de la route dans l'enceinte militaire (vitesse réduite, stationnement sur les zones prévues, etc...);
- port du badge apparent obligatoire au sein du site (badge délivré à l'entrée par le poste de police sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité).

S'agissant d'un domaine militaire, le personnel et le matériel du titulaire pourront faire l'objet d'un contrôle sur place. Les véhicules pourront être soumis à un contrôle de sécurité. Tout manquement aux règles ci-dessus entraîne l'expulsion des sites sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité quelle qu'en soit la forme.

## ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

Les différends et litiges éventuels sont traités conformément aux dispositions des articles 46 du CCAG-FCS.

Le tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées suivent, est seul compétent pour régler les litiges dans le cadre de ce marché :

### TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

7 rue de Jouy  
75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Télécopie : 01 44 59 46 46  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## ARTICLE 22 - DÉROGATIONS AU CCAG / FCS

- L'article 2 – pièces constitutives du marché, déroge à l'article 4.1 ;
- L'article 4 – durée et reconduction du marché ; déroge à l'article 13.1 ;
- L'article 6.2.2 – refaction, déroge à l'article 30.3 ;
- L'article 9.2 – modalités de détermination des prix, déroge à l'article 10.2.4 ;
- L'article 11.1 – calcul des pénalités, déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3.